



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes-hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes-hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes75@orange.fr](mailto:communistes75@orange.fr)

17 février 2021

## **Venezuela: Le Comité Central du Parti Communiste alerte:**

### **Face à l'acharnement, la calomnie et l'infâme campagne d'agression**

Dans un communiqué, le CC du PCV rejette et condamne l'infâme campagne d'agression menée contre l'organisation historique des communistes vénézuéliens. Cette campagne vient de haut, du Président Maduro lui-même. Elle est relayée par les *media* d'État et elle vise à un lynchage politique du PCV. Les accusations vont jusqu'à accuser le PCV d'être lié aux plans déstabilisateurs de l'impérialisme US. En fait, il s'agit pour le pouvoir en grande difficultés d'organiser un virage en direction des forces de droite et du patronat et pour cela, il faut que le PCV soit sacrifié sur l'autel de la "réconciliation nationale" parce qu'il lutte de manière intransigeante contre le capitalisme, l'impérialisme et la corruption qui ronge le pays et sape les bases de la "révolution bolivarienne". Le CC du PCV entend démasquer l'opération qui vise toutes les forces démocratiques, populaires et révolutionnaires du Venezuela. Il en appelle au soutien des organisations révolutionnaires et progressistes du Monde. Notre soutien est acquis au Parti Communiste du Venezuela, nous disons clairement: bas les pattes devant le peuple vénézuélien et devant son Parti Communiste.

Paris le 17 février 2021

## **Italie : Union nationale pour accélérer la politique du capital**

Mario Draghi est désormais à la tête du gouvernement italien. Son arrivée a réjoui les marchés financiers. Son CV et sa carrière au service du capital en disent long, pas difficile d'imaginer la politique qu'il va mettre en œuvre. Il fait parti du « *groupe des trente* », cette organisation privée est formée par les principaux économistes et financiers internationaux qui préconisent que la reprise, après la pandémie, « *ne doit pas se faire sans discernement, seules les entreprises rentables doivent être soutenues, en abandonnant les autres à leur sort.* », drainer toutes les ressources publiques au profit d'entreprises compétitives sur les marchés internationaux, instaurés des politiques d'austérité, accélérer les privatisations. Pour mettre en œuvre, Daniele Franco, le numéro deux de la Banque d'Italie, hérite du ministère de l'Économie !

La quasi-totalité des grands partis politiques italiens ont apporté leur soutien à l'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE). Macron en rêve, Draghi l'a fait. Le nouveau gouvernement réunit des représentants de l'ensemble du paysage politique italien et des technocrates.

Un attelage allant du Parti démocrate (PD, centre gauche) à la Ligue d'extrême droite de Matteo Salvini en passant par le parti de droite Forza Italia de Silvio Berlusconi. Le Mouvement 5 Étoiles (M5S), soit disant antisystème, a donné son feu vert, faisant ainsi tomber le dernier obstacle à un gouvernement d'union nationale. Tous ces groupes politiques ont négocié leurs portefeuilles ministériels !

L'Italie, troisième économie de l'U.E compte beaucoup sur les 200 milliards d'euros de fonds européens, celui-ci ira de pair avec des réformes radicales contre le peuple italien pour assouvir toujours plus les profits des multinationales. Souvenons-nous des mesures d'austérité drastique prises à l'encontre de la Grèce par la BCE et Mario Draghi avec la Commission européenne et le Fond Monétaire international, formant la fameuse « *troïka* » avec la complicité d'Alexis Tsipras premier ministre à la tête d'un gouvernement dominé par Syriza pour saigner le peuple grec.

Il ne peut pas y avoir de solution pour les peuples dans l'Europe capitaliste et dans le monde. La seule solution, ce sont les luttes, qui ne prendront tout leur sens qu'en s'attaquant à la racine des problèmes : c'est à dire au système

d'exploitation capitaliste. C'est la voie prise par le Parti Communiste qui appelle à l'action contre le gouvernement Draghi: *NON AU GOUVERNEMENT DRAGHI NON AU GOUVERNEMENT DES BANQUES ET À L'UNION EUROPÉENNE MOBILISATION NATIONALE DANS TOUTE L'ITALIE SAMEDI 27 FÉVRIER. Le pays tout entier "semble" entre les mains de Draghi: presque tous les groupes parlementaires, gauche et droite, syndicats confédéraux et confindustriels, les États-Unis et l'Union européenne, la Banque centrale et l'OTAN... Précisément parce que nous voulons le bien du peuple italien et de ceux qui vivent de leur travail, nous descendrons dans la rue contre ce gouvernement des banques et des finances, qui n'a jamais été aussi loin des intérêts réels de notre pays.*

## **Haïti : Une vague de persécutions et de terreur contre la population.**

Depuis maintenant un an Haïti est le théâtre de forte mobilisation de la rue contre le Président Jovenel Moïse qui tente par tous les moyens de se maintenir au pouvoir. Scandales, détournements de fonds accompagnent son régime politique et une contestation particulièrement massive se développe. De nouvelles réformes visant à renforcer son pouvoir ont déclenché la mobilisation.

En réponse pour accroître son autorité il réprime, sort des décrets, accentuant la crise politique L'appel des syndicats haïtiens à une grève générale est largement suivi. La réponse du pouvoir ne s'est pas fait attendre, après deux jours de grève générale, une violente répression de la police et de l'armée haïtienne s'abat sur la population. Plusieurs manifestants sont morts sous les tirs de la police, les journalistes ont été pris pour cible, blessés par balles alors qu'ils couvraient la manifestation.

Depuis le début de son mandat il fait face à la contestation de la rue contre sa politique qui a accentué la faim et la misère de la population. Il n'a jamais eu l'aval des électeurs avec un taux d'abstention de 90 % ! Il s'est soumis à l'impérialisme U.S, notamment en rompant brutalement toutes relations avec le Venezuela et les politiques du FMI ont accéléré et plongé encore plus le peuple haïtien dans la pauvreté.

L'ONU vient de soutenir le régime en validant son calendrier présidentiel.

Alors que le peuple proteste dans les rues, les partis d'oppositions jouent la carte du dialogue avec le régime et appellent à stopper la grève...

Notre soutien va au peuple haïtien et aux communistes du pays contraint à la clandestinité. Seule, la lutte des travailleurs et de la jeunesse ouvre une perspective de changement.

## **La Catalogne change de tête mais pas de cap**

Aux élections régionales catalanes le candidat socialiste arrive en tête avec 23,02 % (+66 %). Mais en nombre de sièges, par l'addition des partis favorables à l'indépendance, la majorité reste aux indépendantistes. Le Parti populaire (PP) droite, n'enregistre que 3,85 % (4,27 % en 2017). Ciudadanos (Parti de la Citoyenneté, centre droite) s'écroule, passant 25,35 % des voix en 2017 à 5,55 %, il avait attiré une part de l'électorat unioniste en Catalogne au cours des dernières années. Le parti d'extrême droite Vox est venu « pomper » cet électorat en faisant campagne sur sa volonté de mettre fin au processus indépendantiste en promettant l'interdiction des partis qui lui sont favorables, il fait son entrée au parlement catalan avec 11 députés. Une première depuis quarante ans. Une des créations du grand capital pour absorber et dévoyer le mécontentement dans un système d'alternance, a fait une entrée au parlement régional en Andalousie fin 2018, puis au sein du parlement national (Cortes) en 2019. La lutte politique est indispensable, car ce qui est posé c'est la question politique du pouvoir aujourd'hui dominé et au service des multinationales capitalistes. C'est la lutte pour abattre le capital et construire une société socialiste débarrassée de l'exploitation capitaliste. C'est à cette lutte que le Parti Communiste des Travailleurs d'Espagne (PCTE), parti marxiste léniniste de lutte de classe, appelle. Nous l'assurons de notre soutien internationaliste.

## **Turquie : Répression violente**

En dépit de la répression, la contestation des étudiants ne faiblit pas en Turquie. Parti de l'université du Bosphore, à Istanbul, le mouvement a gagné Ankara, Izmir et Adana... La riposte des autorités au mouvement étudiant a été cinglante, plus de 600 personnes arrêtées. Selon le président Erdogan, les étudiants contestataires sont des « terroristes » et des « vandales », pour le ministre de l'intérieur des « déviants LGBT », le chef du Parti

d'action nationaliste (MHP, extrême droite), partenaire de coalition de l'AKP d' Erdogan, écrit sur son compte Twitter « *des serpents venimeux à qui il convient d'écraser la tête* ».

En arrière-plan de la lutte contre l'autoritarisme croissant du régime, il y a la crise qui frappe l'économie turque. Les conditions de vie régressent. Le chômage ne cesse d'augmenter, en particulier dans la jeunesse. L'inflation s'approche des 15 %. Le prix du pain a augmenté de plus de 50 % en 2020. Aujourd'hui, 38 % des ménages turcs ont des difficultés à se nourrir correctement. Entre novembre 2019 et novembre 2020, la consommation de viande rouge a baissé de 30 %, celle de pâtes a augmenté de 25 %...

Erdogan s'appuie sur une répression policière féroce, qui frappe toute forme d'opposition <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/europe/1108-turquie-soutien-a-la-lutte-de-nos-camarades-turcs>. La Turquie, comme partout dans le monde va vers une intensification de la lutte des classes, les coups de matraque peuvent en retarder l'explosion, mais la mobilisation de la jeunesse étudiante, de la classe ouvrière turque, annonce de grands mouvements. Erdogan a de bonnes raisons d'être inquiet.